

Introduction

Une vision prospective au bénéfice d'une plus grande cohésion territoriale

Isabel Diaz

La session nationale de l'Atelier des territoires sur la thématique «Vivre et travailler en montagne à l'heure du changement climatique» a été lancée dans la foulée des trente ans de la loi Montagne de 1985. Cette 9^e édition est inscrite dans la feuille de route pour le changement climatique, présentée par le gouvernement lors du Conseil national de la montagne, réuni le 25 septembre 2015, à Chamonix.

Le thème proposé aux acteurs locaux de moyennes montagnes a ouvert un spectre très large des sujets à aborder, même si la question du modèle économique des stations de ski était la cible première. Le manque d'enneigement des stations de moyenne montagne est de fait l'une des conséquences tangibles de la hausse des températures.

Les sites engagés dans l'atelier ont des motivations variées pour s'engager dans une démarche projectuelle à long terme : les trois sites du massif du Jura — plateaux du Bugey (Ain), Haut-Jura (Jura), Pays du Haut-Doubs (Doubs) —, avec l'ambition de trouver des réponses aux enjeux site par site et de proposer une stratégie «massif», échelle de réflexion indispensable pour traiter du changement climatique et impliquer différents niveaux de responsabilité ; le site des Hautes-Vosges, dans le contexte d'une intercommunalité en construction ; le massif des Bauges (Savoie, Haute-Savoie) autour du lien entre le parc montagnard et ses «villes portes» ; enfin le site de plateaux Capcir Haut Conflent dans les Pyrénées-Orientales, dans la perspective de l'élaboration d'un schéma de cohérence territoriale¹.

Sur le terrain, c'est la diversité des situations qui s'est dévoilée : aucune analogie possible entre Pontarlier, à la frontière suisse dans le Jura, Aix-les-Bains situé aux portes du parc du massif des Bauges et la station de ski Gérardmer dans les Hautes-Vosges. Quelques éléments communs caractérisent néanmoins ces territoires : les effets de l'altitude sur les déplacements des personnes et des biens, l'impact de l'éloignement et de l'isolement sur les modes de vie, ou encore la difficulté à faire fonctionner dans un seul

¹ Ce site a été sélectionné pour participer à cette session, néanmoins l'atelier n'a pas abouti et les travaux ont été suspendus.

mouvement les logiques administratives des collectivités avec les logiques géographiques des massifs forestiers, des bassins hydrographiques ou des installations industrielles implantées dans les vallées.

Rendre concrète aux yeux des acteurs locaux la nécessaire adaptation au changement climatique dans une vision le plus écosystémique possible : tel était l'objectif de l'atelier. Ainsi, sur le terrain, la question du changement climatique s'est déclinée en défis à relever pour les filières productives : l'agriculture (élevage, lait à fromage...), la forêt (bois d'œuvre...), les activités qui utilisent la ressource en eau (et qui ne se situent pas nécessairement en montagne), pour l'activité touristique et la mobilité.

Toutes ces questions ont révélé des interdépendances fortes entre certains territoires de massifs et les métropoles ; elles ont aussi mis en lumière l'isolement de certaines petites villes au cœur ou aux confins des massifs de même que des polarités de sites transfrontaliers créant des alliances peu équilibrées. L'urgence à prendre en compte les questions climatiques et écologiques va mettre en tension le jeu de la recomposition territoriale. Les ateliers se sont intéressés au devenir des ressources et aux modes de vie dans une vision prospective pour contribuer à cette réflexion cruciale sur les interdépendances et la recherche d'une plus grande cohésion.

Cet ouvrage propose de rendre compte des travaux menés sur ces différents terrains au travers de quatre thématiques qui sont apparues transversales et pouvant rassembler les enseignements des ateliers. Les quatre sujets peuvent être esquissés comme suit :

— Vivre la montagne au quotidien, entre grande dépendance au reste du territoire et omniprésence de la nature, comment assurer la continuité des services, comment tirer partie des ressources locales au profit de projets résilients et qualitatifs (une mairie, une école exemplaires) ? Ou comment le changement climatique peut-il être un atout pour améliorer la qualité de la vie locale ?

— La transition touristique : oui la raréfaction de l'enneigement est inéluctable. Néanmoins, cette donnée n'a pas produit de modèle économique durable pour maintenir l'activité du ski, puisque l'enneigement artificiel épuise d'autres ressources et consomme une grande quantité d'énergie. *A contrario*, des offres de renouvellement touristique émergent dans diverses filières (artisanat, gastronomie, sports d'été) constituant un nouvel écosystème intégrant les stations. Sa promotion pourrait se faire — comme proposé dans l'un des ateliers — à travers un « office de destination » offrant un tourisme non plus seulement de station mais de territoire.

— Paysages productifs : le climat change, les écosystèmes supportant des activités productives montagnardes (forestières ou agricoles) évoluent. C'est l'ensemble de l'« offre territoriale » qui est en jeu. Cette offre concerne à la fois les besoins d'une économie circulaire locale et ceux des métropoles qui profitent de ressources aujourd'hui fragilisées.

— L'alliance des territoires : les ateliers ont montré que les différents sites explorés sont loin d'être à l'écart des mutations liées aux effets des mobilités et des flux et entretiennent des liens de dépendance avec le reste du

Le massif des Bauges.



territoire. On observe également des phénomènes de périurbanisation de la moyenne montagne recherchée par les citoyens proches et lointains. Les interdépendances s'intensifient, se pose la question des liens de réciprocité à inventer pour que ces alliances reposent sur plus de cohésion et des échanges gagnant-gagnant entre les territoires.

Enfin, le livre se conclut par une réflexion construite à partir d'entretiens avec les acteurs ayant participé aux travaux sur les apports de la démarche. Ce point de vue permet d'aborder les sujets notamment sous l'angle de la gouvernance locale, de comprendre les logiques des acteurs «de la montagne» et de recueillir les dires des pilotes des services locaux de l'État. Les auteurs de cet ouvrage sont pour partie les mandataires des équipes pluridisciplinaires ayant accompagné les acteurs locaux — Frédéric Bonnet, Bertrand Folléa, Florian Dupont —, pour partie des chercheurs ou experts des questions abordées — Emmanuelle Georges, Daniel Béhar, Claire Faessel-Virol. Les services de l'État locaux ont piloté la démarche sur le terrain et contribuent aujourd'hui à la mise en œuvre des feuilles de route auprès des élus.

Les sites explorés

État des lieux, enjeux et projets

Les Hautes-Vosges

Collectivités impliquées dans l'atelier

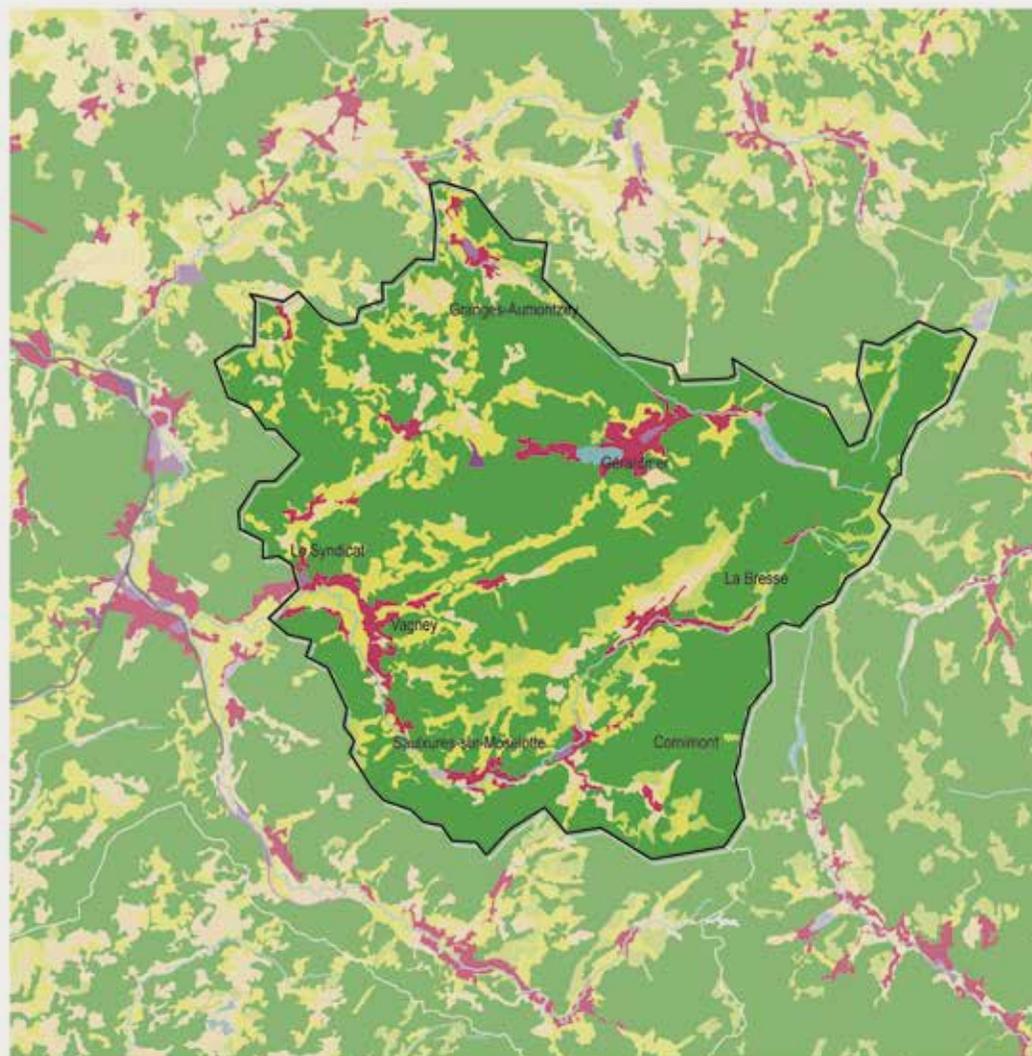
22 communes dont la principale Gérardmer (8 280 habitants)
Population : 38 000 habitants
Superficie : 502 km²
Densité de la population : 76 habitants / km²
Altitude : de 400 à 1 366 m

Maîtrise d'ouvrage

Direction départementale des territoires des Vosges (DDT 88)

Équipe pluridisciplinaire

Agence Folléa-Gautier, paysagiste urbaniste, mandataire ; sous traitants : Futurbain (développement territorial, programmation), EnR (devenu Vizea, développement durable, changement climatique).



Source : DGALN/DHUP/AD1 (JUILLET 2018)
Cartographie : DGALN/SAGP/SDP/BCSI (DD) - 2/8/2018



Changement climatique, changement culturel

Bertrand Folléa

Un atelier des territoires sur le changement climatique ? Dans les Hautes-Vosges plus qu'ailleurs, c'était un pari. Certes les sondages mesurent à quel point les Français, en général, sont sensibles à la question. Réalisé en mai 2015, avant la COP21 et sa médiatisation, une enquête¹ a montré que la quasi-totalité de nos compatriotes (93 %) a conscience de vivre une période de réchauffement climatique et que ce réchauffement est dû aux activités humaines (93 % également). Ils ne sont que 7 % à être climato-sceptiques. Les trois quarts des personnes enquêtées (76 %) considèrent que le réchauffement climatique est un « problème qu'il est urgent de traiter dès aujourd'hui si on veut encore le limiter ».

La conscience générale est donc là. Mais qu'en est-il de son ancrage avec la réalité vécue ? Sur ce point, les Français (et les élus, qui en font partie) ont une vision plutôt éloignée et erronée de la réalité des enjeux. La déforestation et l'agriculture sont considérées comme les deux domaines les plus émetteurs de dioxyde de carbone (CO₂). Avec une telle vision, les Vosgiens peuvent se sentir loin de la question : dans la communauté de communes des Hautes-Vosges, le problème n'est pas la déforestation, mais l'inverse ! On lutte depuis des années contre l'excessive progression de la forêt (qui couvre près des trois quarts de la superficie). Quant à l'agriculture, elle est bien loin d'être intensivement émettrice de CO₂, ne couvrant que 12,5 % de la superficie, dont 95 % de surface toujours en herbe, et des agriculteurs qui ne représentent que 2 % des emplois offerts dans le secteur primaire. En réalité, à l'échelle mondiale, la déforestation et les autres changements d'utilisation des sols ne représentent aujourd'hui que 10 % des émissions planétaires de CO₂. Au niveau local de la communauté de communes des Hautes-Vosges, les principaux secteurs émetteurs sont le résidentiel, avec la présence de nombreuses maisons individuelles et de logements anciens peu ou mal isolés, ainsi que le déplacement routier avec une urbanisation très diffuse entraînant l'utilisation systématique de la voiture et du camion. Il faut dire qu'avec 84 habitants au kilomètre carré, les Vosges forment le massif le plus peuplé de France. Dans la communauté de communes des

¹ Sondage Ipsos / Sopra Steria commandé par *La Recherche, Le Monde* et le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, réalisé du 29 avril au 4 mai 2015 par internet auprès d'un échantillon de 1 053 Français âgés de 15 ans et plus ; publié le 28 mai 2015.



L'urbanisation à proximité du lac de Gérardmer, Hautes-Vosges.

Hautes-Vosges et ses vallées longues et étroites, cette forte occupation humaine se traduit par une urbanisation très étalée en linéaire, formant une conurbation sur presque l'ensemble du territoire, qui pose de nombreux problèmes... dont celui des émissions de gaz à effet de serre. Paradoxe cruel pour un pays de montagne dont on imagine l'air plus pur qu'ailleurs : le préfet des Vosges impose désormais des restrictions de circulations lors de pics de pollution tenace.

Une même distance s'observe sur les *conséquences* du réchauffement global : les Français perçoivent d'abord la disparition de certaines espèces (ours blancs) et la fonte des glaciers, là encore loin de la réalité de leur vie de tous les jours. Ils devraient être concernés de beaucoup plus près par l'augmentation des phénomènes extrêmes (canicules, sécheresses, tempêtes ou fortes précipitations), pourtant placés seulement en troisième position des préoccupations.

Enfin, pour lutter efficacement contre le changement climatique, moins de la moitié des Français (44 %) évoquent le changement des comportements individuels ; ils indiquent alors des engagements plutôt symboliques sur la question.

Pour les élus locaux comme pour les habitants en général, la question du changement climatique est donc un fait reconnu, mais elle est renvoyée dans une forme d'abstraction. Elle concerne la planète dans son ensemble et se traite à l'échelle nationale, européenne ou mondiale, ce que semble avoir confirmé la COP21 de décembre 2015, grand rassemblement planétaire engageant près de deux cents pays.

À cette perception éloignée du changement climatique s'est ajouté dans les Hautes-Vosges un contexte politico-administratif *a priori* défavorable à la tenue de l'atelier : création d'une nouvelle intercommunalité par fusion de trois communautés de communes ; tensions politiques liées aux votes de présidence ; basculement de l'ensemble de l'intercommunalité dans un seul pôle d'équilibre territorial et rural (PETR) au lieu de deux jusqu'alors ; vote de refus de plan local d'urbanisme (PLU) intercommunal ; absence de schéma de cohérence territoriale (Scot) et incertitude sur son périmètre futur ; absence de plan climat-air-énergie territorial (PCAET).

Ne risquait-on pas, dans ce cadre fragile, d'essuyer un sévère refus de la part des élus Haut-Vosgiens en voulant provoquer une réflexion sur la question climatique ? Une question trop lointaine, trop long terme, trop abstraite, qui ne concernerait pas vraiment la vie locale et les préoccupations du moment ?



Un paysage composé entre lac, forêt, chaume, et remontées mécaniques.

Des espaces conciliant activités touristiques et agriculture au Col du Brabant.



Massif du Jura

Collectivités impliquées dans l'atelier

17 intercommunalités (191 communes)

Le Pays du Haut-Doubs

Population : 53 000 habitants

Superficie : 5 232 km²

Altitude : entre 800 et 1 453 m

Le parc naturel du Haut-Jura

Population : 82 000 habitants

Superficie : 1 641 km²

Altitude : entre 800 et 1 720 m

Les plateaux du Bugey

Population : 15 700 habitants

Superficie : 2 231 km²

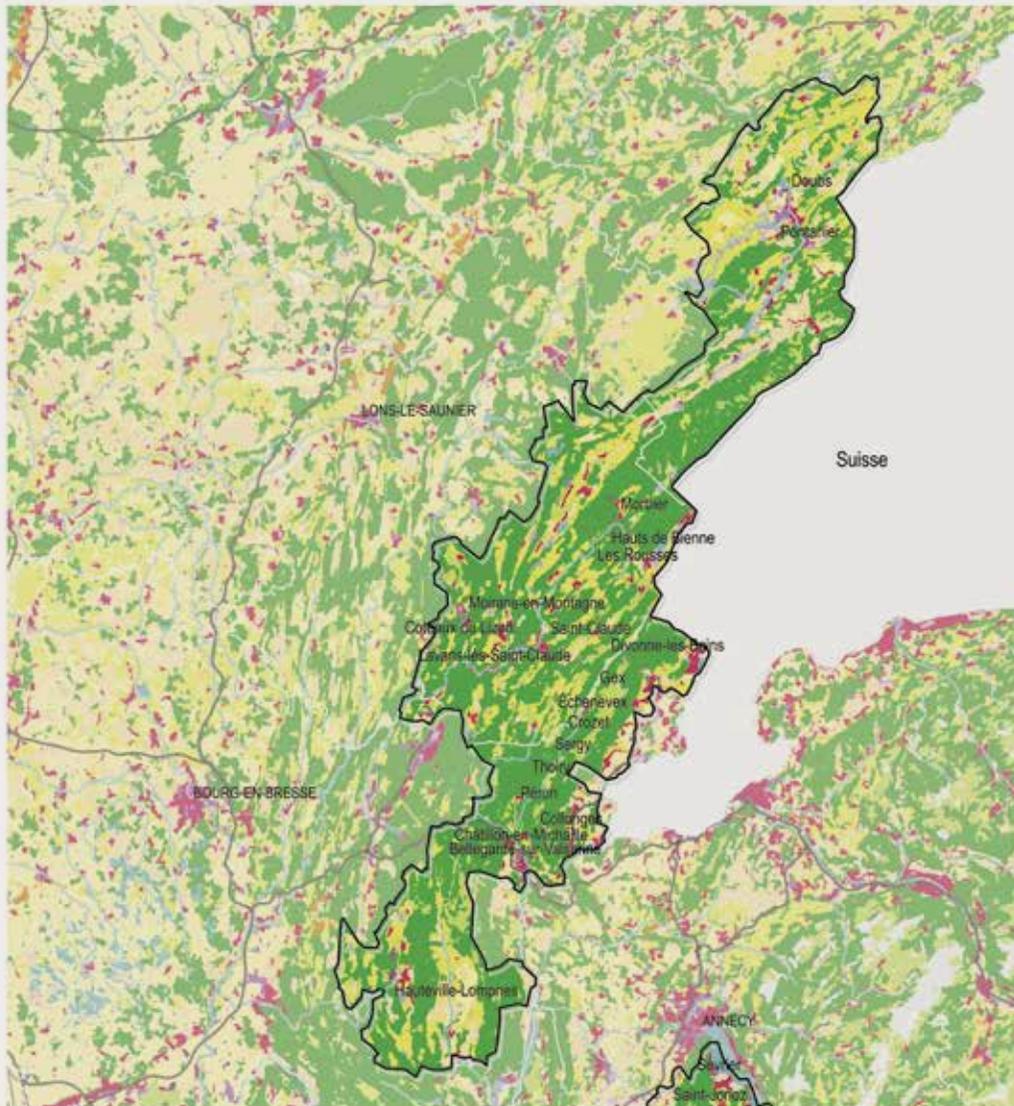
Altitude : entre 800 et 1 534 m

Maîtrise d'ouvrage

Direction départementale des territoires du Jura (DDT 39 ; pour la coordination générale) ; Direction départementale des territoires de l'Ain (DDT 01) ; Direction départementale des territoires du Doubs (DDT 25).

Équipe pluridisciplinaire

Franck Boutté Consultants/ Florian Dupont (développement durable, urbanisme, biodiversité / mandataire), TN+ (urbanisme et paysage), Alphaville (programmation et développement des territoires), RR&A (mobilités)



Source : DGALN/DHUP/AD1 (JUILLET 2018)
Cartographie : DGALN/SAGP/SDP/BCSI (DD) - 2/8/2018



Trois sites contrastés pour une vision commune à l'échelle du massif

Pays du Haut-Doubs, parc naturel du Haut-Jura et plateaux du Bugey

Florian Dupont



Pâtures sur les terrains plats avec la forêt sur les terrains plus pentus.

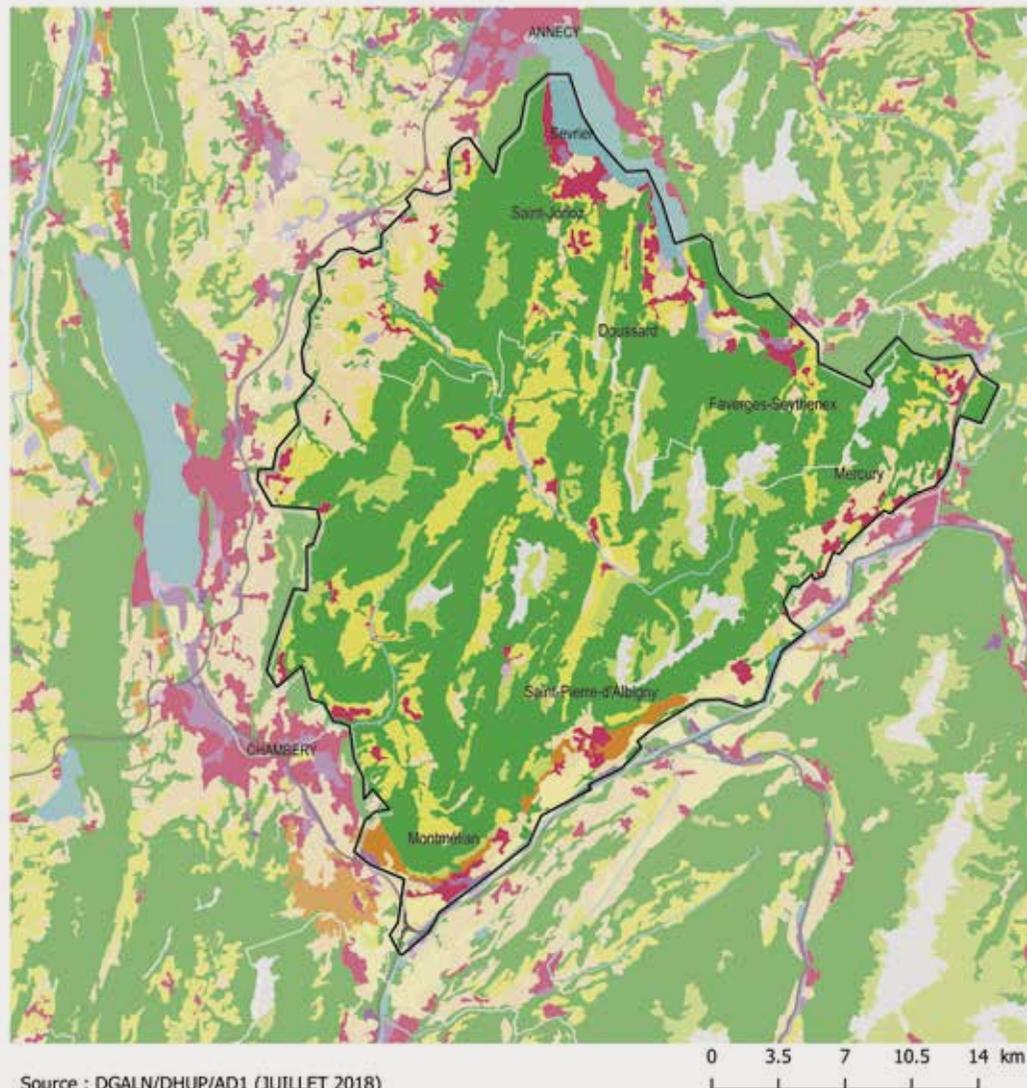
Partager une géographie

Sur le massif du Jura, l'Atelier des territoires regroupait trois sites, rattachés à trois départements (Ain, Jura, Doubs) avec l'ambition de partager une vision et des résolutions communes. Rapidement est apparue l'évidence que les trois sites partageaient une géographie : un socle topographique et paysager commun, chahuté par une géographie économique et sociale plus disparate.

Le massif se définit d'abord par ses espaces ouverts (combes, plateaux...) dessinés par les pâtures et prés de fauche. En négatif, la forêt occupe les pentes et les hauteurs ; elle gagne du terrain et ferme les paysages que délaisse l'agriculture. Les élus peinent à entretenir ces pré-bois, pourtant identitaires du massif. Les combes, elles, concentrent l'attractivité résidentielle et incitent à réhabiliter les villages à flanc de coteaux pour préserver la qualité urbaine et les talwegs, essentiels pour l'eau et la biodiversité. À ces typologies géographiques identitaires s'ajoute la présence déterminante, mais quelque peu oubliée, des vallées. Leurs villes (Saint-Claude, Morez...) souffrent d'une baisse de dynamisme industriel et résidentiel, culturel et touristique et peinent à trouver un nouveau souffle.

Partager une compréhension du changement climatique

Le Jura se dirige vers des hausses de températures moyennes, des hivers plus doux, des étés plus chauds et secs. En préalable aux travaux de l'Atelier, Météo France a insisté sur la variabilité du climat local qui complique la perception des tendances pourtant irréversibles : « Les températures actuelles à Besançon correspondent à celle de Lyon il y a cent ans. Dans cent ans, elles correspondront à celle de Montélimar aujourd'hui. »



Source : DGALN/DHUP/AD1 (JUILLET 2018)
Cartographie : DGALN/SAGP/SDP/BCSI (DD) - 2/8/2018



Les Bauges (Alpes du Nord)

Collectivités impliquées dans l'atelier

64 communes

Superficie : PNRMB 856 km² répartis sur deux départements Savoie (46 communes) et Haute-Savoie (18 communes)

Population : 70 000 habitants (2008).

Six villes portes, membres du Syndicat mixte du PNR, entourent le massif et regroupent 400 000 habitants

Densité de population à l'échelle du PNRMB : 81 habitants /km²

Maîtrise d'ouvrage

Direction départementale des territoires de Savoie (DDT 73) / Parc naturel régional des Bauges

Équipe pluridisciplinaire

Obras (Architectes Urbanistes ; Frédéric Bonnet, Jenny Reuillard)

Acteon (développement durable, énergie, hydraulique ; Camille Parrod, Maelle Drouillat)

Irstea (tourisme montagne, changement climatique ;

Emmanuelle Georges)

Quand les piémonts urbains s'allient au massif rural

Frédéric Bonnet

Les ateliers des territoires apportent parfois dans des espaces ruraux à l'ingénierie fragile et éparse une réflexion transversale inédite. Le massif des Bauges, pour montagnard qu'il soit, ne manque pas de potentialités : un parc naturel régional très structuré a anticipé depuis longtemps des réflexions aujourd'hui relayées par les services d'importantes collectivités, Chambéry et Annecy, que les communes du massif ont récemment rejoint. Cet espace montagnard cultive et revendique sa spécificité «baujue», laquelle, on le verra, est fondée sur une unité géomorphologique, mais il est, en même temps, pris dans un système urbain et une dynamique métropolitaine qui le distingue fortement des territoires plus isolés et plus autonomes qui persistent encore dans l'Hexagone.

Les Bauges, un destin multiscalair

Le massif des Bauges est clairement identifiable, délimité par des vallées connectées au réseau urbain des Alpes, entre Allevard à l'est, Chambéry au sud, Aix-les-Bains à l'ouest et Annecy au nord. Dans l'ensemble des Préalpes c'est, à ce titre, un «cousin» proche des massifs de la Chartreuse, du Vercors et des Aravis. Plus encore que les autres, sa situation précise le rallie à la croissance de la métropole genevoise, qui exerce *via* Annecy une pression démographique et foncière accentuée jusqu'aux hautes vallées baujues. Ainsi, les maires des communes de Gruffy, Mûres, Viuz-la-Chiésaz ou Allèves comme ceux des rives du lac (Saint-Jorioz, Doussard) ont depuis longtemps compris que seule une politique publique résolue pouvait compenser les effets de la hausse du foncier et limiter un étalement induit, incompatible avec la charte du parc naturel régional du Massif des Bauges. Même si les effets spéculatifs y sont plus mesurés, la proximité de Chambéry et Aix-les-Bains au sud-ouest du massif a entraîné la périurbanisation de certaines communes, à l'instar de Saint-Jean-d'Arvey. Le rattachement en 2017 des communes du massif aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) du Grand Annecy et du Grand Chambéry traduit



Le massif des Bauges.

Vivre la montagne au quotidien

Dans les Alpes du Nord, depuis le site des dents
de Lanfon (1 824 m), départ de vol en parapente.



La montagne au-delà des idées reçues

Frédéric Bonnet

Avoir écouté le récit synthétique des quatre ateliers impose une certaine prudence : décrire et mettre en perspective la vie quotidienne «à la montagne» interroge. De quelle montagne parle-t-on ? Le Jura autour de Pontarlier, tout près de la Suisse, les Bauges du Châtelard, le haut plateau des Pyrénées catalanes et Font-Romeu, les Vosges et Gérardmer seraient-ils réductibles dans une même substance, «la montagne», qui lierait de manière indéfectible leur quotidienneté ? Certainement pas, et il est heureux que les ateliers rendent compte ainsi de cette diversité, en insistant sur la nécessaire attention aux nuances du contexte pour toute intention de projet territorial. Il faudrait aussi, en préambule, rappeler que la «vie quotidienne» n'est pas une notion univoque, qui traverserait un lieu pour l'identifier, mais une somme d'existences très contrastées, choisies ou non, heureuses ou pas, de rythmes, de cycles, de pratiques, où l'individu, la famille, le collectif, l'entreprise et l'institution se croisent. *In fine*, ce qui nous intéresse dans cette complexité, c'est de mettre en lumière des raisons de vivre, de s'installer et de rester sur ces territoires singuliers, et d'en dessiner les conditions.

Nous pensons pour cela qu'il faut comprendre, pour s'en défaire, mais aussi mieux s'en inspirer, un certain romantisme géographique qui, lorsque l'on parle de la «montagne», un peu comme quand on évoque les îles ou la mer, pointe d'abord les particularités du milieu et des hommes, comme si les lieux étaient retirés de l'ordinaire du monde. Puis, d'en comprendre la complexité contemporaine qui lie le destin de ces vallées élevées à l'économie globalisée — celle-ci semblant davantage à sa place dans les ports et le réseau maillé des plaines et des vallées. À partir de là, il est sans doute possible de situer la «vie quotidienne» de ces massifs dans une économie frugale mais puissante, où les rythmes saisonniers prennent une importance capitale. Enfin, nous esquisserons les conditions de cette existence : habiter ces lieux peu denses, aux masses critiques faibles, toujours un peu difficiles d'accès ne va pas de soi, et nécessite que les politiques publiques accompagnent la transformation progressive des activités.



Dans les Bauges, base de loisirs de Carouge de Saint-Pierre-d'Albigny un midi de semaine.

Romantisme géographique

L'idée de « la montagne » cultivée aujourd'hui dans la plupart des massifs, souvent fondatrice des chartes des parcs naturels régionaux quand ils existent, est d'autant plus facile à cerner que ces entités géographiques sont aisées à délimiter : y accéder demande un certain effort, l'ascension n'est pas anodine, même en voiture ou en train, il y a des effets de seuil, on « pénètre » dans le territoire avec la conscience du changement qui s'opère. Élisée Reclus ne consacre pas par hasard *L'Histoire d'une montagne* (1880), comme s'il s'agissait d'un personnage, à cette géographie singulière. La montagne est longtemps apparue comme une forme de chimère, à peine représentée, pas beaucoup plus « explorée » que les îles lointaines. Alain Roger ou Augustin Berque ont rendu compte de la généalogie de l'intégration progressive de la montagne dans les paysages ordinaires du territoire : avant le xix^e siècle, les massifs demeurent, du point de vue des urbains, des lieux détachés du reste du monde, inaccessibles, que l'on peine à connaître. On y va pour se soigner, éventuellement y mourir (Thomas Mann, *La Montagne magique*, 1924), on les quitte pour regretter le paradis que l'isolement et la hauteur protégeaient (Hermann Hesse, *Peter Camenzind*, 1904), ou on la parcourt, déjà, pour le plaisir de la découverte, de l'effort et des variations paysagères, sans véritablement s'intéresser à la vie des autochtones (Rodolphe Topffer, *Voyage en zigzag*, 1854). On s'enthousiasme pour la magnificence de ses horizons (le texte de Charles Ferdinand Ramuz sur le « bleu » du lac Léman depuis Chexbres, écrit en 1942, est une telle merveille qu'en le lisant on a immédiatement envie de faire corps avec ce lieu, avec le regret confus de ne pas y être né), l'affrontement avec la haute-montagne (Roger Frison-Roche) ou, plus récemment, Michel Butor concluant une vie urbaine par un retrait en Savoie et le plaisir des promenades infiniment variées (*La Mémoire des sentiers*, 2018). Dans la plupart des textes, mais aussi dans les images qui constituent l'imaginaire puissant des massifs, la rudesse réelle des éléments, l'omniprésence du risque, les écarts de l'alpage, suggèrent qu'il faut, ici plus qu'ailleurs, une intelligence particulière, des savoirs inédits, pour y vivre : « Traverser l'Arve, même en été — l'eau n'est pas moins froide mais elle est plus basse — n'est pas une chose facile. Il faut une exacte topographie des gouffres et beaucoup de science des courants » (Charles-Albert Cingria, *Géographie vraie*, 1937). Cette capacité à maîtriser les règles d'un milieu difficile est à la fois consciemment revendiquée par les habitants des massifs : elle rend la vie quotidienne moins rude et, au-delà, elle a un sens collectif, culturel indéniabla. Elle est aussi, pour ceux qui choisissent de s'installer, une source d'intérêt, une motivation : si l'on vient ici, c'est pour vivre avec et selon les éléments naturels, en s'appropriant les savoir-faire collectifs du massif. C'est, en tous les cas, ce que nous avons constaté lors des ateliers. Ce fort attachement à la matérialité des lieux, ancré dans la culture, ne se résume pas à l'admiration de paysages par ailleurs spectaculaires. Non,

il s'agit bien, au quotidien, d'un engagement individuel aussi bien que collectif, d'une interaction profonde avec le milieu, qui passe aussi bien par le travail (le forestier, l'éleveur d'alpages, l'opérateur de site touristique, etc.) que, dans la vie ordinaire, l'organisation des moyens de subsistance domestique, une forme de « jardinage » savant du sol, qui dépasse les besoins alimentaires et résiste à l'enneigement, organise l'approvisionnement en énergie, etc. La vie dans ces massifs relève ainsi d'une forme de « résilience », de capacité d'adaptation aux variations du milieu naturel alors que l'économie de services des grandes villes a peu à peu soustrait l'urbain de la nature au point que même la pluie semble incongrue et fait déraiper l'ordinaire. Habiter les Bauges, le Jura, les Pyrénées catalanes ou les Vosges ne se fait pas sans adhérer, plus ou moins consciemment, à cette cohabitation avec la géographie et le climat.

Nous souhaitons insister sur cette dimension symbolique, imaginaire, mais aussi sur l'*empowerment* culturel et technique que la confrontation au milieu apporte. D'une part, pour prendre un peu de distance avec les racines somme toute récentes du « particularisme » montagnard ; d'autre part, pour souligner la vivacité de cette relation singulière à la géographie, sans laquelle la vie quotidienne ne peut s'appréhender : nos vies ne sont pas faites que d'échanges économiques et de gestes techniques, mais aussi de significations.

Ce positionnement culturel demeure ambigu, et nous avons ressenti, par exemple dans les Bauges, une forme de défiance vis-à-vis des visiteurs, voire des pendulaires installés sur le massif, dont dépend pourtant en grande partie l'économie locale. Or, autant aujourd'hui qu'hier, à l'envers de toute la mythologie du refuge, de la distance et de l'isolat, les massifs dépendent des relations qu'ils entretiennent avec le reste du territoire. La vie contemporaine est complexe, la mobilité des uns et des autres, les variations des parcours de vie, accentuent encore ces interactions. Cela concerne aussi bien les dynamiques économiques générales que les modalités de la vie quotidienne de chacun.

Complexité contemporaine

La diversité des activités productives de la montagne n'est pas nouvelle. Parce que l'énergie y était disponible en abondance (l'eau, le bois), mais aussi parce que le rythme saisonnier impliquait souvent une double, voire une triple activité, l'industrie a toujours eu une place majeure. C'est son développement qui a aidé à l'aménagement et à l'accessibilité de territoire qui furent, plus tôt, des lieux de subsistance. L'importance des risques et la puissance de la nature a aussi contribué à une maîtrise avisée des établissements humains. Jean-Jacques Rousseau évoque ce double caractère, organisé et mixte, dans sa septième promenade, à propos de la Suisse : « Il n'y a que la Suisse au monde qui présente ce mélange de la nature sauvage et de l'industrie humaine. La Suisse entière n'est pour ainsi dire qu'une grande

Anticiper la transition touristique

Le lac du Bourget depuis le massif des Bauges.



www.editionsparentheses.com / ISBN 978-2-86364-345-7

www.editionsparentheses.com

Les conditions de réussite de la transition touristique en moyenne montagne

Emmanuelle George, Coralie Achin

La transition renvoie à l'idée d'un passage d'un état à un autre ¹. Appliquée au domaine du tourisme de montagne et plus particulièrement aux stations conçues pour la pratique du ski alpin, la transition suppose que ces stations s'affranchissent du modèle de développement originel pour se tourner vers des modèles garants d'un maintien d'activités, dans une perspective plus globale de durabilité fondée sur les quatre piliers (économique, social, environnemental et gouvernance). Première cause, le changement climatique, venant menacer, à moyen terme, la pérennité des stations implantées aux plus faibles altitudes. Au-delà, l'évolution des attentes des clientèles touristiques vers une offre plus ludique, moins sportive, impose également aux stations de faire évoluer leur offre.

Ce constat posé, quelles solutions retenir pour amorcer un processus, graduel, de transition touristique, et ainsi passer du modèle originel vers d'autres modèles de développement, et comment, en pratique, mettre en place ces solutions ? En d'autres termes, quelle peut être la nature de la transition et quelle gouvernance peut la gérer ?

La transition touristique : vers quoi se tourner ?

S'intéresser à la nature de la transition touristique amène à questionner les orientations que les sites de l'atelier montagne ont identifiées pour anticiper et/ou pallier les changements en cours et à venir, parmi lesquels la raréfaction de la neige tient une place de premier plan. Si l'identification de telles stratégies de substitution à long terme (afin de moins, voire ne plus, dépendre du seul produit neige) constitue en elle-même un enjeu, elle se heurte à différents verrous.

¹ Définition du Centre national de ressources textuelles et lexicales.

Le poids du tourisme de neige

En premier lieu, réfléchir à la transition touristique est apparu plus délicat dans les territoires fortement structurés autour de l'activité hivernale des stations de sports d'hiver. Ici, c'est l'absence de modèle alternatif qui est pointée du doigt. La référence reste donc l'économie des sports d'hiver pour la plupart des acteurs et des territoires : « La reconversion va venir tout doucement tout en gardant l'économie forte de la neige. On voit bien en ce moment avec la neige qu'il y a, tant que le produit est là, les clients sont là. » (Vosges²). L'optique est d'asseoir le poids du tourisme neige sur le territoire. Les retombées directes comme indirectes sont en effet connues, notamment grâce au relais de Domaines skiables de France³. À l'inverse, les retombées à escompter de la diversification touristique demeurent elles plus incertaines, n'ayant pour l'heure pas fait l'objet d'une démarche d'évaluation précise. Localement, cela s'est traduit par la polarisation des discours autour des sports d'hiver et des investissements à réaliser pour leur maintien. De nombreux acteurs économiques mais aussi politiques ont en effet pu défendre que « de toute façon [la diversification] ne pourra pas remplacer le poids économique du ski » (Jura). Dès lors, nombreux sont les acteurs à s'inscrire dans une logique de « pari » avec l'aléa météorologique, faisant fi des scénarios d'évolution climatiques, encore trop peu souvent déclinés aux échelles locales et ne fournissant alors que des référentiels « lointains » pour les territoires et leurs acteurs.

Ainsi, afin de dépasser ces verrous et accompagner les acteurs des territoires dans le processus de transition, il serait utile de porter à leur connaissance les évolutions climatiques globales, à l'image de l'intervention d'experts dans certains ateliers et notamment celui du Jura avec une présentation de Météo France. Plus encore, ce sont les impacts territorialisés de ce changement climatique qui importent. Ceci appelle un travail important en local de partage des enjeux climatiques, d'évaluation de leurs impacts territoriaux en fonction des données disponibles et pertinentes, afin d'asseoir un référentiel commun pour les acteurs dans le cadre du changement climatique. Enfin, l'estimation des retombées potentielles de la diversification touristique constitue à l'évidence un levier d'accompagnement de la transition touristique, apte à ancrer les discours dans l'opérationnalité.

Vers un nouveau modèle touristique : une offre diversifiée et spécifique

Poussées à l'extrême, ces incertitudes ont pu conduire certains sites à passer sous silence les enjeux auxquels ils vont devoir faire face : « La raréfaction de la neige, c'est un peu tabou, on n'en parle pas trop » (Vosges). Et pour cause, puisque l'ampleur des changements a elle aussi été mise en relief : « On parle de changement de mode touristique, mais on demande aux gens qui travaillent et qui habitent là d'opérer un changement de vie. [...] Au-delà d'un changement économique, c'est un changement sociologique » (Alpes). Particulièrement vrai dans les territoires structurés autour

² En accord avec les pratiques de recherche en sciences sociales, nous ne mentionnons pas ici l'identité complète de nos interlocuteurs mais uniquement une information spatiale permettant leur rattachement à l'un des ateliers.

³ Voir à ce sujet l'étude réalisée en 2013 par Domaines skiables de France, chambre professionnelle des opérateurs de domaines skiables, ayant montré qu'un euro dépensé dans l'achat du forfait entraînait de manière induite la dépense de 6 euros supplémentaires sur le territoire.

« Le plus important c'est quand même l'activité liée au tourisme d'hiver, qui est fournisseur d'emplois. Emplois veut dire habitants permanents, habitants permanents veut dire écoles avec encore des effectifs. »

(un élu)

d'une mono-activité hivernale : « Aujourd'hui il y a de nouveaux systèmes de fabrication de neige de culture qui utilisent beaucoup moins d'énergie, beaucoup moins d'eau et qui peuvent fabriquer de la neige à température beaucoup plus élevée [...] Donc ça veut dire que la qualité de la neige est primordiale pour la survie des stations. Et les stations sont primordiales pour la survie de notre zone » (Capcir).

L'ampleur de ces changements est moindre dans les territoires où une pluriactivité a été conservée, associant aux côtés de l'activité touristique d'autres secteurs économiques (agriculture ou industrie notamment). Ainsi, des territoires ont développé des stratégies de mises en valeur de ressources territoriales, aux côtés du tourisme d'hiver. C'est le cas dans les Vosges, où la Route du textile marque la patrimonialisation de l'histoire industrielle du territoire. Dans les Bauges, les dynamiques résidentielles fortes dans certaines portions du territoire, marquent la valorisation des aménités du territoire, de son paysage, de sa qualité de vie ; un développement s'adossant plus ou moins aisément au tourisme d'hiver. Dans le Capcir, « la diversification passe par la production et la vente de produits en circuit court par les agriculteurs ». On peut aussi noter les visites organisées par la Facim⁴ en Savoie sur l'histoire des stations, de leur aménagement. À l'opposé, dans le Jura, la position transfrontalière avec la Suisse offre des opportunités économiques pouvant contribuer à rendre la diversification touristique moins aisément audible.

L'accompagnement des réflexions visant à définir un nouveau modèle touristique a par ailleurs fait émerger des questionnements en termes de spécification de l'offre touristique. En effet, si le produit ski induit une offre générique (toutes les stations proposent le même produit touristique : une offre de ski de descente), l'offre de diversification est, de l'avis général, nécessairement spécifique : « On pensait qu'il était possible d'arriver avec des exemples et des solutions clé en main. En fait elles n'existent pas. D'une station à l'autre, ce n'est pas la même solution à trouver » (Alpes). De fait, la connaissance de son territoire et de ses ressources apparaît comme un préalable incontournable à la mise en place d'une transition touristique.

Le tour du territoire en bus qui a inauguré l'atelier sur les différents sites s'est donc inscrit en droite ligne de cet enjeu et a permis un partage de connaissances des ressources, de l'identité et des enjeux du territoire, entre acteurs issus de différents secteurs, de différentes filières.

La transition touristique ne s'arrête donc pas à la simple duplication d'une solution expérimentée dans telle ou telle station, dans tel ou tel territoire. L'enjeu est plutôt de réaliser du « sur-mesure » dans les territoires. Dans ce cadre, les éducteurs peuvent permettre d'étendre le champ des possibles et d'envisager de nouvelles orientations en s'attachant à travailler l'appropriation par l'ensemble des acteurs des initiatives et solutions envisagées. Ces outils éducteurs peuvent être le fruit d'acteurs du territoire, à l'image d'opérateurs de domaines skiables organisant une visite dans d'autres

⁴ Facim, Fondation pour l'Action culturelle internationale en Montagne, qui organise des visites de découverte des patrimoines, des rencontres littéraires et des éditions, participant à l'évolution du tourisme et au dynamisme de nos territoires, www.fondation-facim.fr.

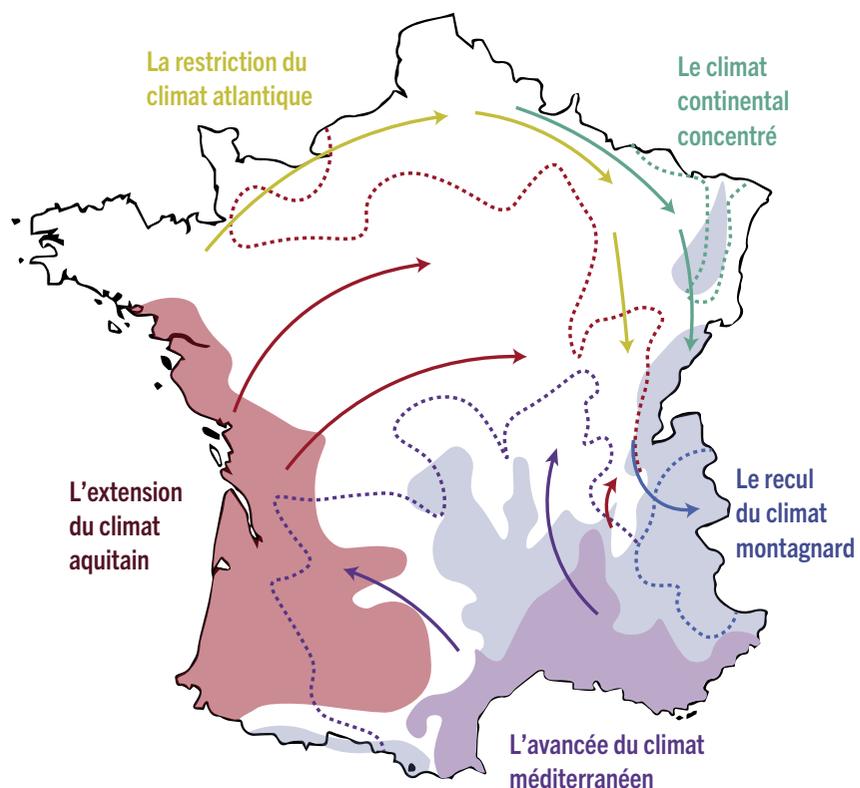
Valoriser les paysages productifs

Dans le Jura, la cascade du Pain de sucre sur le plateau du Valromey.



Ressources en mouvement, territoires à bousculer

Florian Dupont



Évolutions climatiques à horizon 2050 : le climat montagnard disparaît quasiment en France. Pour autant la montagne sera toujours plus fraîche que la plaine, un froid relatif continuera à façonner les paysages de montagne.

Que deviennent les implantations montagnardes quand la nature et le paysage changent avec le climat ? Les relations intimes entre l'économie et le paysage impliquent-elles une vulnérabilité plus forte qu'ailleurs aux changements climatiques ?

Héritées du froid et des contraintes de la topographie, les filières de production issues des paysages montagnards structurent le territoire sans doute davantage qu'en plaine. Au cœur des échanges des ateliers, ces filières semblent diaphanes dans les projets de territoire qui considèrent en priorité l'urbanisation et les infrastructures, laissant la gestion du paysage à des acteurs sectoriels (syndicats, Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt, Agence de l'eau, socioprofessionnels...).

La question des interactions entre la conception spatiale et les flux de ressources qui les traversent et leurs valorisations n'est pas propre à la montagne ; mais trois aspects rendent la situation particulière :

- le changement climatique, qui questionne frontalement le fonctionnement des filières utilisant un écosystème qui bouge ;
- l'alliance indissociable entre production, paysage et tourisme. Le paysage au sens large, étant ce que « vendent » les montagnes : à voir, à skier, à parcourir, à manger, à habiter... c'est l'ensemble de l'offre territoriale qui est en jeu.
- la dépendance à seulement quelques filières productives dans le paysage (typiquement la forêt et l'élevage de vaches pour lait à fromage) là où la plaine est plus diversifiée.

Le paysage qui venait du froid

Quels que soient la latitude et le climat, le froid est toujours un déterminant des paysages de montagne. La montagne est toujours plus fraîche que la plaine — fraîcheur qui est la contrainte initiale des filières actuelles.

Les alpages et les prairies de fauche s'accoutument de la neige l'hiver. Les essences forestières sont résistantes au froid. La qualité du bois provient d'une croissance ralentie par le froid. Les compétences industrielles et

artisanales émanent des occupations hivernales des paysans (horlogerie et jouets dans le Jura). Comme beaucoup de territoire en montagne, nos sites se sont développés d'abord avec le tourisme d'été grâce à la fraîcheur et au bon air, qui les a préparés au tourisme d'hiver. L'architecture répond au froid par des grandes maisons compactes, peu ouvertes, protégées de la bise par un bardage en métal ou en bois dans le Jura ou des pans de toiture larges pour garantir un pourtour de maison de quelques mètres sans neige dans les Bauges. Aujourd'hui, dans les stations de moyenne montagne, le froid devient un enjeu au demi-degré près permettant ou non la « neige de culture ».

Tout le jeu de ces ateliers a consisté à déplacer l'attention des acteurs, focalisée sur la neige, pour réveiller le socle fondamental de chaque territoire. Se rappeler que sous le manteau de neige, il y a un sol, des végétaux et d'autres activités productives liées. Se dire que même sans neige il y a encore beaucoup à faire de ce froid.

Ressources et valorisation des ressources

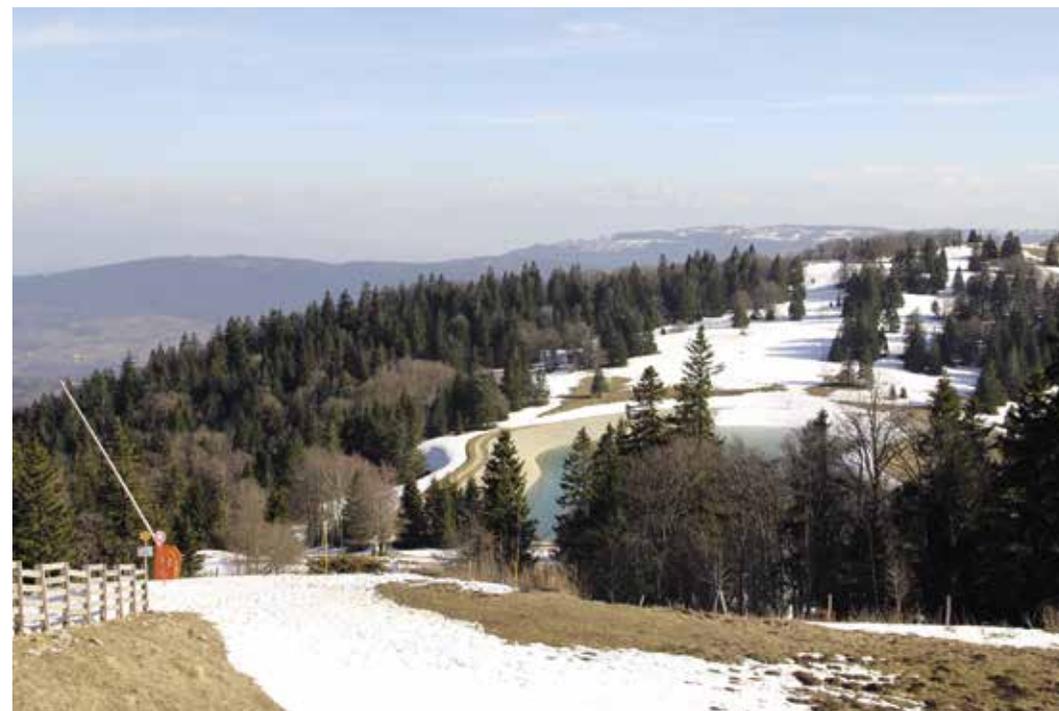
Considérant les filières productives de montagne comme des éléments de patrimoine historique, soit comme des filières soumises aux marchés internationaux, les pouvoirs publics sous-estiment sans doute leur rôle dans leur valorisation. Nous avons choisi de comparer les territoires et leurs ateliers sur trois filières structurant ces paysages productifs : l'eau ; le lait ; le bois. Toutes concourent à un récit territorial autant qu'à la vitalité économique locale et toutes sont révélatrices de la relation du territoire de montagne aux autres territoires.

L'eau, entre responsabilité et fragilité

Ces ateliers parlaient sans doute de l'eau plus qu'ailleurs avec toutes les métaphores qui racontent l'eau dans la montagne : château d'eau, filtre, réservoir, éponge, passoire... Elles traduisent une conscience du caractère précieux autant qu'une vulnérabilité.

Un rôle de tête de bassin

La responsabilité d'être en tête de bassin hydrographique est présente dans tous les sites. Les acteurs prennent le sujet à cœur, non comme un fardeau, mais avec la volonté d'être exemplaires. Les Vosges se racontent comme le château d'eau de la Lorraine avec l'objectif de dépasser les pollutions de l'industrie textile. Les Bauges se voient comme un filtre qui produit de l'eau minérale et les sources thermales utilisées en pied de massif. Les Pyrénées catalanes, bien que plus au sud, disposent de ressources importantes à la fois récréatives (mille lacs) et d'approvisionnement pour trois grandes agglomérations (les sources de la Têt qui irrigue Perpignan, celles de la Sègre qui se jettent dans l'Ebre pour finir à Barcelone, celles de l'Aude qui irriguent Carcassonne). Là encore, ce positionnement d'amont est vécu comme une responsabilité.



Les territoires de montagne se savent en tête de bassin versant et assume ce rôle. Le tourisme bleu devient un levier de mise en valeur et de préservation de cette ressource.

Les Bauges : une ressource forestière sous-exploitée

Frédéric Bonnet

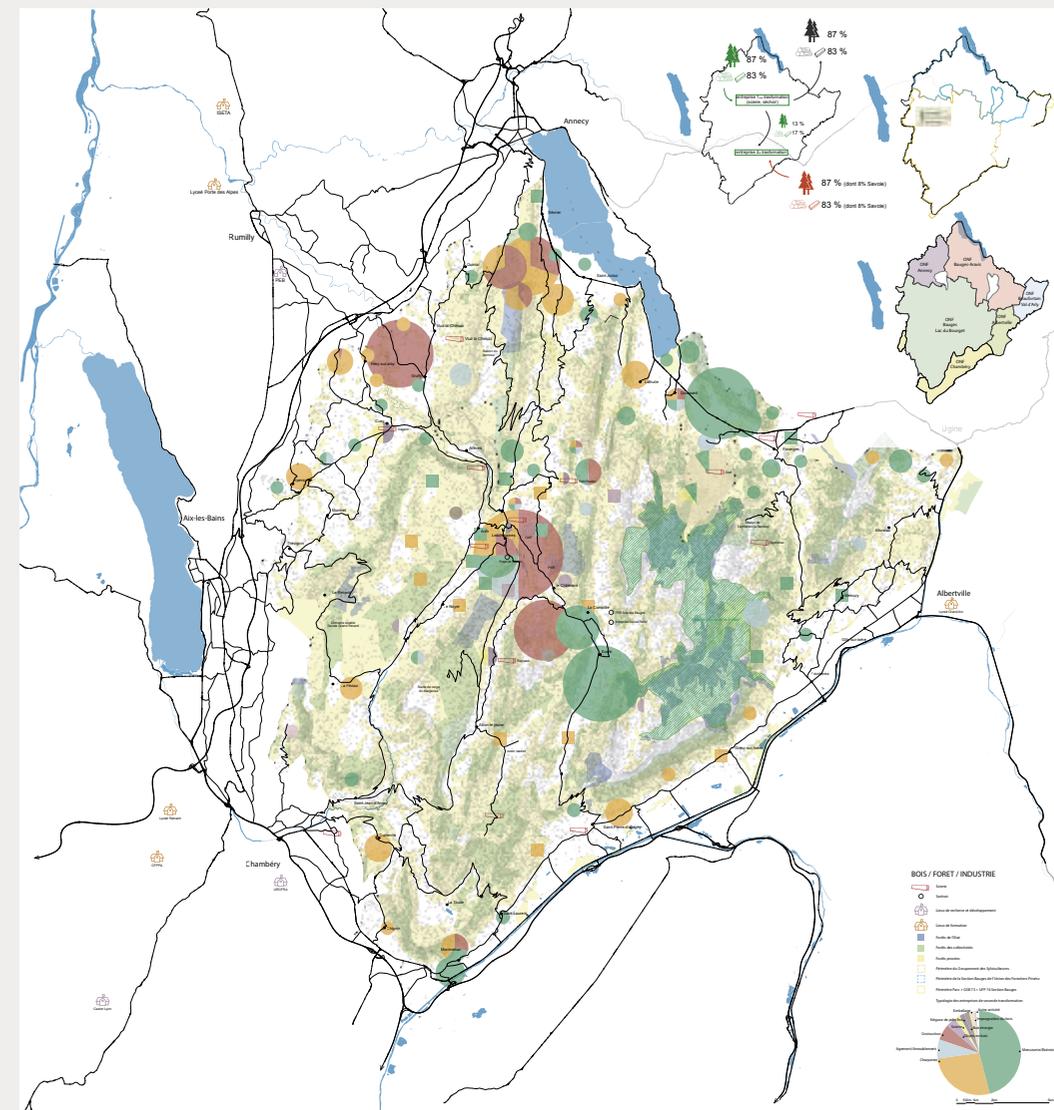
La traversée des paysages du massif pourrait laisser penser que la ressource est ici bien plus le bois que la pâture, tant les boisements, souvent constitués de grands arbres sont omniprésents. Pourtant, la filière bois, de l'exploitation de la forêt à la transformation et à la commercialisation, ne tient pas dans les Bauges la place que la filière agricole, à force de volontés coordonnées et de coopération, a fini par acquérir. La qualité et la diversité des fromages aujourd'hui considérés à juste titre comme excellents s'est construite sur la bonification de l'ensemble des acteurs de la filière, de l'éleveur au vendeur, lesquels ont enrichi leur offre avec d'autres productions locales (confitures, vins, noix, charcuteries, etc.), et s'établissent désormais sur le territoire. À l'inverse, la ressource forestière, même si elle fait travailler beaucoup d'entreprises tout aussi pointues, demeure sous-exploitée : seuls 60 000 m³ des 140 000 m³ qu'apporte la croissante naturelle de la forêt sont traités chaque année, soit moins de la moitié.

Cette relative faiblesse s'explique par les pentes souvent importantes des sols boisés et une accessibilité peu maillée et onéreuse, mais aussi par la structure très fragmentée du foncier forestier, avec de petites parcelles plus ou moins gérées. Cela entraîne non seulement une difficulté d'exploitation, une défaillance de la planification à long terme essentielle en matière

forestière mais aussi, par défaut d'entretien, des dommages ; ainsi, les scolytes, parasites dévastateurs, fragilisent régulièrement des forêts entières, notamment les bois d'épicéa.

Le réseau des charpentiers industriels ou des menuiseries travaille aujourd'hui dans le massif en lien avec leurs homologues de la vallée. Les bois sont séchés en vallée après avoir été coupés en massif, certains remontant pour la transformation. Les entreprises d'ossature bois sont d'un bon niveau mais ont une taille modérée et des débouchés locaux et réduits. Comme l'atelier l'a rappelé, le massif se trouve pourtant au cœur d'une zone urbaine de près d'un demi-million d'habitants, et si on étend le périmètre à Lyon, Grenoble et Genève, c'est presque quatre millions d'habitants qui vivent à proximité. Or, ces métropoles ont des besoins de construction importants, mènent de grands projets urbains. Portées par un marché immobilier dynamique, les visions urbaines de ces aires métropolitaines interrogent les manières de construire, pour réduire leur empreinte carbone, souvent à l'aide de constructions en bois en quoi réduit-on son empreinte carbone si le bois vient de loin ? Ces procédés performants — panneaux massifs porteurs, panneaux composites, structures contrecollées, mais aussi structures légères type *balloon frame* — dépassent l'effet de mode, ils s'inscrivent dans la durée, mais n'utilisent pas forcément les ressources régionales ; l'industrie n'hésite pas à aller chercher loin la matière première, ou les produits transformés de haute technicité. À Grenoble, un immeuble collectif tout en bois vient d'être construit à un prix comparable à ceux des modes traditionnels, ce qui laisse présager un essor notable. Cela offre des perspectives pour les massifs alpins, dont les Bauges, pour peu que la filière s'organise pour répondre à ces demandes croissantes avec la technicité et le niveau de prix adéquats. Cela n'est pas gagné.

Scierie Entreprise bois Laplace à Lescheraines.



Les Bauges : forêt et industrie.

L'atelier a identifié plusieurs pistes, grâce à l'intervention d'experts forestiers très engagés. D'abord, mettre en place les moyens effectifs d'une meilleure accessibilité du massif et accentuer la réorganisation du foncier et la planification ; puis, diversifier les productions, notamment en complétant le bois d'œuvre et la transformation (ossature, préfabrication) par de meilleurs débouchés pour les filières énergétiques. Cela permettrait aussi de traiter les boisements jeunes ou ceux dont la gestion forestière n'a pas été satisfaisante et n'autorise pas à produire du bois d'œuvre. Ensuite, changer d'échelle : une meilleure mise en

réseau des entreprises, au-delà des Bauges, avec les vallées et les massifs voisins, faciliterait la réponse à ces marchés métropolitains (c'est déjà le cas avec le pôle bois de Rumilly, en bas). Enfin, nous avons proposé que les « villes portes » du pied du massif (Annecy, Chambéry, Aix-les-Bains, Albertville) mettent en place un programme volontaire de promotion de la construction bois, avec des programmes exemplaires bien lisibles : dans ce domaine, l'excellence de la filière aurait tout à gagner d'une communication offensive, comme le Vorarlberg, par exemple, le fit en son temps.

Table

Avant-propos	5
Introduction	8
Une vision prospective au bénéfice d'une plus grande cohésion territoriale Isabel Diaz	9
Les sites explorés : état des lieux, enjeux et projets	13
Les Hautes-Vosges	15
Changement climatique, changement culturel Bertrand Folléa	17
Massif du Jura	29
Trois sites contrastés pour une vision commune à l'échelle du massif Florian Dupont	31
Les Bauges (Alpes du Nord)	45
Quand les piémonts urbains s'allient au massif rural Frédéric Bonnet	47
Vivre la montagne au quotidien	55
La montagne au-delà des idées reçues Frédéric Bonnet	57
Les Bauges, mutualiser les moyens : l'exemple de la commune d'École Frédéric Bonnet	66
La montagne des Hautes-Vosges au quotidien : entre urbanisation diffuse et centralités confortées Bertrand Folléa	70

Anticiper la transition touristique 73

Les conditions de réussite de la transition touristique en moyenne montagne 75
Emmanuelle George, Coralie Achin

Vers un office de destination du Haut-Doubs 79
Florian Dupont

Vers une Grande Traversée du Jura « lacs et rivières » 80
Florian Dupont

Stratégies touristiques dans les Vosges : projeter un tourisme industriel 84
Bertrand Folléa

Comment refonder le modèle touristique des Bauges ? 88
Frédéric Bonnet

Valoriser les paysages productifs 91

Ressources en mouvement, territoires à bouculer 93
Florian Dupont

La fruitière de gestion forestière : un modèle pour la forêt privée ? 101
Florian Dupont

Des pentes neigeuses aux implantations industrielles : valoriser l'ensemble des ressources des Hautes-Vosges 104
Bertrand Folléa

Les Bauges : une ressource forestière sous-exploitée 108
Frédéric Bonnet

Favoriser les coopérations territoriales 111

La montagne à l'heure de l'alliance des territoires 113
Daniel Béhar

Dans les Hautes-Vosges, une dynamique intercommunale enclenchée 120
Bertrand Folléa

Des complémentarités aux coopérations pour une multi-appartenance des Bauges 122
Frédéric Bonnet

Dans le Jura, dynamique des échelles non administrées 124
Florian Dupont

La démarche atelier des territoires en montagne 129 Claire Faessel-Virole

Les institutions spécifiques renforcées et précisées par la loi Montagne 2 133

Le réseau alpin des « espaces valléens » dans les Alpes 135

TEAMM : Territoires d'expérimentation d'actions de mobilité innovantes en zone de montagne 135

Organiser la mobilité dans les territoires peu denses 138
Entretien avec David Caubel

Le droit à l'adaptation normative réaffirmé par la loi Montagne 2 141

L'atelier-miroir de la DDT de la Savoie 143

Les enseignements de l'Atelier des territoires déployé sur trois sites jurassiens 144
Entretien avec Gérard Perrin

Annexes 146

Les auteurs 147

Sigles et acronymes 149

Générique 151